

Exposé de M. Philippe Zutter
Ambassadeur de Suisse en Espagne

L'évolution des rapports entre l'Est et l'Ouest depuis les événements de l'automne dernier

Au seuil de cet exposé dont l'objet est de mesurer les variations de la tension internationale à la lumière des événements qui se sont produits depuis l'automne dernier, je désire indiquer brièvement dans quel esprit je l'ai conçu. Je tenterai premièrement de placer les plus marquants de ces événements dans leur cadre général. Puis, les examinant d'Espagne, c'est-à-dire d'un point de vue extérieur aux grandes trajectoires résultant du conflit, je m'efforcerai d'en extraire les éléments propres à former un jugement de valeur qui soit aussi objectif que possible. Enfin je terminerai par quelques considérations sur l'avenir de l'Europe et la position de la Suisse.

Il est entendu que l'objectivité, lorsqu'il s'agit de déceler une opinion et non pas d'établir une loi, doit tenir compte de tous les facteurs, même de ceux qui relèvent de la subjectivité et du sentiment. Bien qu'il soit impossible de parvenir à un résultat entièrement juste, il faut tendre vers la rigueur si l'on veut procéder à une appréciation qui ait quelque consistance. Or, pour apprécier l'état présent des rapports internationaux, le principal obstacle à la formation d'un jugement correct provient de la brièveté du temps au cours duquel les événements envisagés se sont produits. Il est en effet très difficile d'établir l'histoire dans son actualité. Les faits se suivent sans que la connaissance exacte de leurs causes permette d'en mesurer les conséquences. Aujourd'hui plus que jamais, l'estimation des événements est malaisée car ils sont dans une phase de grande accélération. On a l'impression d'être entraîné dans un tournant de l'histoire du monde, la vitesse s'accroît dans le virage qui se resserre et l'on ne sait à peu près rien de la route sur laquelle on va déboucher. Pour beaucoup cette route est celle qui doit mener l'humanité d'un âge dans un autre. Mais sait-on quand on change d'âge? Laissons ce soin aux historiens futurs et bornons-nous à des limites plus modestes.

Dans le cadre général du drame actuel, une constatation s'impose: la division totale du monde en deux à l'échelle du globe. Les peuples se sont très vite accoutumés à cette idée qui pourtant est essentielle dans sa nouveauté, bien qu'avec moins d'extension un partage analogue se soit déjà présenté à plusieurs reprises dans l'histoire. La Rome impériale, par exemple, eut contre elle le reste du monde alors connu. On sait aussi que des conquêtes dont l'Europe s'enorgueillit ont eu pour ceux qui en étaient victimes cet aspect total qui nous épouvante maintenant qu'il nous



menace. L'asservissement par la brutalité et pas mal d'hypocrisie des Indigènes du nouveau monde eut pour ces derniers la marque d'un conflit Est-Ouest caractérisé et fatal. Nous n'en sommes pas plus impressionnés pour autant et sauf les écrivains du XVIIIe siècle qui philosophèrent avec grâce sur le bon sauvage, personne ne s'est épuisé en regrets. Cette confrontation historique peut contenir quelques enseignements utiles pour le sujet que nous traitons quant aux variations de l'objectivité humaine.

Une autre caractéristique du conflit présent relève de son objet même. Contrairement aux luttes dont l'histoire nous offre les multiples enchaînements, cet objet ne porte pas sur des conquêtes matérielles mais, en dernière analyse du moins, sur des abstractions. Les partis en présence, sous le couvert de raisons de tout genre et en recourant à des moyens indéfiniment variés, revendiquent, en définitive, le droit exclusif d'imposer au monde un mode de penser et de vivre. De cet objet historiquement nouveau dérivent des tactiques nouvelles qui visent des buts incertains encore dans leurs rapports. Aussi les effets ne sont-ils pas clairs immédiatement, car les coups assésés au moyen de dogmes sont moins apparents que ceux des armes proprement dites, mais ils peuvent agir longuement en profondeur. Le recours à des raisons "à retardement" et le caractère occulte de la lutte facilitent l'usage d'arguments tendancieux et incontrôlables. Il en résulte un trouble organisé que ses auteurs s'empressent d'exploiter à leurs fins en ne craignant pas parfois d'utiliser des éléments doctrinaires insuffisants, surannés ou carrément faux. Et c'est là l'un des principaux motifs qui s'opposent à une observation rationnelle des événements dans la phase de leur actualité. Une des contradictions du monde moderne est précisément que l'imprécision absolument condamnée par la science est amplement tolérée en politique. Actuellement cette anomalie s'impose au point que, renversant l'ordre logique des facteurs, on en arrive peu à peu, dans certains pays, à faire non pas la politique sur le fondement des faits, mais à engendrer des faits en vue d'une politique.

Ceci dit, comment se présente le problème de l'évolution des rapports internationaux vu d'Espagne? Avant de répondre à cette question, il convient de rappeler en quelques traits la position de ce pays et la mentalité actuelle de son peuple. L'Espagne ne se trouve pas à un point proprement névralgique mais est néanmoins placée dans ce qu'on pourrait appeler la zone de déflagration. Il en résulte que les actes principaux qui affectent le monde ont leurs contre-coups dans la péninsule. D'autre part, les malheurs qui ont affligé l'Espagne depuis longtemps ont donné une tournure spéciale au caractère espagnol et l'inclinent à juger les événements internationaux avec gravité et quelque pessimisme. Pour le moment, l'Espagne cherche moins à se maintenir qu'à se relever et sait qu'elle a besoin de l'aide et de la compréhension extérieures. Le régime actuel, bien entendu, réaffirme constamment sa position anti-communiste surtout à l'égard des Etats-Unis dont il entretient avec soin l'amitié. A cette fin, il décroche périodiquement de leur panoplie les vieilles armes anti-marxistes bien

que très peu d'Espagnols connaissent Marx et que, pour eux, un marxiste ne soit rien de moins qu'un triste composé de débauché, de franc-maçon et pour les gens très simples souvent, hélas, aussi de protestant.

Dans la conduite de sa politique intérieure, l'Espagne témoigne d'une originalité qui, de nos jours, paraît singulièrement anachronique. Dictature à une époque où cette forme de gouvernement est honnie, elle est dirigée depuis 20 ans par un homme qui prépare maintenant le retour de la monarchie. On a le sentiment de remonter le courant de l'histoire. On ne saurait cependant, à notre époque, faire indéfiniment cavalier seul sans danger. Les temps de Don Quichotte sont révolus et des mouvements internes ont prouvé pendant ces derniers mois que le peuple espagnol ne se contente plus de souvenirs ou de promesses. On pourrait en inférer que le communisme international fait de nouvelles tentatives en vue de la désagrégation du régime au pouvoir. C'est sans doute exact jusqu'à un certain point, mais il ne paraît pas s'agir de mouvements de grande envergure. C'est là du moins l'opinion du gouvernement que renforcent les avances répétées que Moscou fait à Madrid depuis quelques mois. Récemment, en effet, le gouvernement de l'URSS a modifié son attitude à l'égard de l'Espagne. Pour qui se souvient du refus méprisant qu'opposaient naguère les Russes à toute coopération internationale avec les Espagnols, ce changement de position est significatif. Aujourd'hui, l'URSS cherche à renouer des contacts. Au Ministère des Affaires étrangères on attribue ces tentatives au désir d'accréditer des missions diplomatiques et consulaires afin de compter des agents dans la place et également de pouvoir se prévaloir de bons rapports avec l'Espagne pour entr'ouvrir les portes de la Tunisie et du Maroc qui sont plutôt anti-russes. Les inlassables Soviétiques tenteraient ainsi de planter des jalons en Afrique du Nord. Les avances que Moscou fait à Madrid sont fort diverses. En voici quelques exemples: cette année, deux convois supplémentaires d'Espagnols emmenés comme enfants en URSS pendant la guerre civile, sont rentrés. L'Espagne avait presque perdu l'espoir de récupérer jamais ces nationaux qu'on lui restitue soudainement avec leurs familles. Il va de soi que ces Espagnols plus ou moins soviétisés sont étroitement surveillés. Un certain nombre d'entre eux, d'ailleurs, a déjà demandé et aussitôt obtenu de retourner en URSS. En matière de sport, les Russes ont proposé que leur équipe de football "Dynamo" vienne se mesurer avec les Espagnols qui sont champions d'Europe; le célèbre danseur Antonio a été convié à se rendre à Moscou; les beaux-arts soviétiques offrent de marquer conjointement le jubilé de Murillo par des fêtes; les milieux agricoles espagnols ont été invités à participer à une exposition. Enfin, les attentions se multiplient de façon quelque peu inquiétante.

Il faut reconnaître que ces essais de rapprochement provoquent peu d'intérêt. Le gros du public n'en est pas informé en raison de la censure. Mais ceux qui en ont connaissance ne paraissent pas trop se laisser impressionner, car, en dépit des mots d'ordre du régime, la plupart des Espagnols conservent leur jugement propre qui, généralement, est lucide. Bien qu'ils aient

conservé de terribles souvenirs de la participation soviétique à la guerre civile et principalement de l'organisation par les Russes des tchékas locales, les Espagnols pour qui ni la mort ni la souffrance n'ont l'importance que nous leur donnons, ne témoignent pas volontiers leur animosité personnelle. Ils s'efforcent généralement à l'objectivité et répriment leurs très dangereuses passions naturelles. L'Espagnol d'ailleurs est beaucoup plus passionné dans ses actes que dans sa pensée.

Comment juge-t-il les événements qui ont le plus profondément marqué les mois qui viennent de s'écouler? Sur ce sujet, je me propose de vous indiquer en une brève synthèse les opinions que j'ai recueillies dans de nombreux entretiens. Les personnes qui les ont émises émanent de divers milieux. Toutes n'étaient pas officielles, mais, cependant, ce sont surtout les propos de personnes responsables que j'ai recueillis.

En ce qui concerne Suez, l'intervention manquée franco-britannique a été jugée avec sévérité. Cette absence d'indulgence provient en partie du fait que l'Espagne, dont la politique de ces dernières années a fortement tendu à créer de bons rapports avec le Proche-Orient et tous les Etats islamiques, pensait pouvoir jouer avec succès un rôle conciliateur dans cette affaire. Les Espagnols estiment, peut-être avec raison, connaître les Arabes mieux que quiconque et jusqu'à l'irruption des Français et des Anglais en Egypte exprimaient l'espoir et parfois la conviction qu'une politique appropriée pourrait écarter des pays islamiques le danger d'être séduits par Moscou. Les contre-coups consécutifs à l'indépendance octroyée au Maroc et à la Tunisie étaient jusque là observés avec intérêt et quelque mauvaise humeur, mais sans crainte excessive. C'étaient, pensait-on des mouvements inévitables dans ces pays neufs et inexpérimentés. Malgré l'amertume qu'avait ressentie l'Espagne en renonçant à sa zone marocaine, elle s'était efforcée de maintenir des rapports amicaux avec le Sultan. Nombreux, d'autre part, étaient ceux qui souhaitaient que la France pût se maintenir en Algérie afin que la présence des blancs fût assurée dans l'Afrique du Nord où beaucoup d'Espagnols ont encore des intérêts.

Il ne faut pas s'étonner, dans ces circonstances, de la rigueur avec laquelle est jugée la politique franco-britannique en Egypte et, par voie de conséquence, celle de la France en Algérie. Toutes les personnalités qui connaissent la mentalité arabe pour avoir vécu au Maroc ou ailleurs et avec lesquelles j'ai conversé refusent de considérer ces deux conflits comme des entités mais les tiennent pour des éléments de la lutte des Arabes contre les Roumis. Nasser n'est autre que l'instrument inconscient de l'Islam en révolte et c'est bien pour cette raison qu'il a invoqué la guerre sainte, ce qui, entre parenthèses, est nettement abusif, la guerre sainte au sens du Coran ne pouvant être menée que pour des motifs religieux. La seule possibilité d'arriver à un arrangement, du moins temporaire, aurait résidé en une politique habile et patiente. Par conséquent l'expédition mal préparée et mal conduite des franco-britanniques

a constitué une erreur profonde. Les deux gouvernements qui à la suite d'une entente secrète ont recouru à la force non seulement ont perdu la face mais ont, au surplus, rompu brusquement avec une politique de plus de trente ans durant lesquels ils n'avaient cessé de préconiser l'arbitrage international. Désormais il leur sera difficile sinon impossible d'invoquer ce mode de règlement dans des conflits futurs. Ces conséquences sont aggravées par le parti qu'en peut tirer le communisme.

Au demeurant, l'explication franco-britannique selon laquelle l'expédition d'Egypte avait pour principal objet de prévenir une opération soviétique, est accueillie avec scepticisme.

La politique de la France en Algérie est jugée sans plus de ménagements. Sauf certains militaires, partisans de la manière forte, la plupart des observateurs espagnols considèrent la perte de l'Algérie comme irrémédiable. Les arguments des Français ne sont pas jugés pertinents et l'on s'étonne de l'unanimité de la passion et du parti pris qui règnent en France à cet égard. En réalité, me disait un Espagnol, il s'agit avant tout d'une crise de prestige: la France s'accroche à l'Algérie pour conserver l'illusion qu'elle est encore forte. C'est un mirage. Il n'y a que deux grandes puissances au monde aujourd'hui, l'Est et l'Ouest. Il est vrai, concédait-il, que de multiples intérêts privés français sont menacés par l'abandon de l'Algérie. Mais pareille circonstance n'est malheureusement pas une nouveauté de nos jours et la métropole devrait pouvoir résorber ces nationaux. Le seul argument qui laisse les Espagnols songeurs est celui du pétrole saharien et si les Français réussissaient à temps quelques réalisations dans ce domaine, il est vraisemblable qu'ils se gagneraient des adhérents. Mais pour le moment, la coexistence des Français et des Algériens paraît impossible, malgré les avantages politiques et sociaux que la France pourrait offrir aux Arabes qui n'en ont cure pour n'avoir pas du tout les mêmes besoins ni les mêmes conceptions. Il est étonnant, me disait un ancien fonctionnaire espagnol au Maroc, que la France paraisse ne pas se rendre compte de ces incompatibilités, et il me rappela la réponse que le secrétaire de la Ligue arabe avait faite au Général García Valiño, dernier commissaire espagnol au Maroc. Comme ce dernier, peu avant la proclamation de l'indépendance, regrettait que malgré tous les avantages matériels qu'ils ont apportés aux Marocains, les Espagnols ne fussent pas plus appréciés: "Que voulez-vous, lui répondit le secrétaire, on n'a jamais vu nulle part que l'occupé aimât l'occupant! Il est évident, concluait-il, que pour les Arabes, ceux que la France nomme hors-la-loi et terroristes, sont des patriotes et des héros!"

Quant aux rapports Est-Ouest, ils ont pris un tour nouveau depuis les événements de Hongrie qui ont servi de pierre de touche; en obligeant les Russes à l'action, la révolte de Hongrie a balayé les illusions que l'on aurait pu garder sur leur mansuétude. Cette affaire a marqué une accélération dans l'évolution de la situation politique mondiale. C'est-à-dire que cette situation

s'est précisée plutôt qu'elle n'a évolué. Certaines équivoques se sont dissipées et des réajustements ont été rendus inévitables de part et d'autre. J'ai longuement conversé de l'évolution présente et future du communisme à la lumière de ces événements avec un philosophe espagnol formé à l'école d'Ortega y Gasset et d'Unamuno. C'est dire que ses vues sont libérales, dépouillées de parti pris et d'artifice. Pour lui, les vicissitudes présentes du communisme russe sont intéressantes mais ne sont que périphériques au noyau même de la doctrine. La question qu'on doit se poser est la suivante: "Est-ce que le dogme communiste a subi une atteinte?" Cette question, bien qu'elle concerne tous les pays communistes parmi lesquels l'immense Chine, doit être examinée par rapport à la Russie qui, depuis quarante ans, exploite la licence marxiste. Les applications étrangères de cette licence ont leurs nuances particulières, mais, même si certain de ses émules est en train de la dépasser, Moscou reste la centrale. A la question dont il s'agit on doit répondre - du moins vu de loin et dans l'état de l'information occidentale - qu'en Russie aucun changement véritable n'a été apporté à la doctrine. Le fait que la dictature soit monocéphale, oligarchique ou collégiale ne change rien quant au fond aussi longtemps que les principes demeurent intacts. Les principes chez les Soviétiques, comme la morale chez les bourgeois, émanent d'une croyance et la croyance soviétique est exclusivement fondée sur le marxisme léninisé. Les dirigeants soviétiques, surtout si, comme Khrouchtchev, ils s'appuient directement sur les masses, sont obligés d'afficher une foi aveugle en ces principes. Comme le marxisme, malgré les apparences, manque de substance, cela les amène à dire des sottises surtout lorsqu'ils simplifient les données fondamentales à l'intention des ouvriers. Khrouchtchev, par exemple, il y a quelque temps, a lourdement insisté sur la succession féodalité, capitalisme, communisme. Il a déclaré que cette succession est un fait historique et que son développement est aussi inévitable que celui d'une grossesse. Cette affirmation est infondée. Il ne s'agit nullement d'un fait historique, mais d'un pronostic, tout au plus d'un postulat. On pourrait assez facilement d'ailleurs construire une théorie assurant que le processus logique de l'humanité a été communisme, féodalité, capitalisme. Mais cela ne serait pas progressiste. Jacques Bainville, dans son histoire de France, établit un parallèle saisissant entre la fin de la féodalité et celle du capitalisme, mais il ne conclut pas à l'avènement du communisme. Et le même Jacques Bainville, qui était un meilleur historien que Khrouchtchev, terminait un article de l'Action française sur cette constatation modeste (je cite de mémoire): "Il est impossible de faire des prophéties et les raisonnements les plus logiques sont presque toujours démentis par l'histoire." Cette remarque doit nous induire à la prudence et à la modération dans nos jugements. D'ailleurs, tout cela a-t-il tant d'importance puisque nous nous agitons sur une poudrière atomique dont il serait d'autant plus étonnant qu'elle n'éclatât pas un jour que ce sont surtout les militaires qui prétendent qu'on ne s'en servira pas.

Dans ce monde en transformation que devient l'Europe? On est obligé de constater qu'en dépit de tous les soins qu'on lui prodigue l'Europe décline. L'Europe fut le levain de l'Occident. Elle a peuplé des continents entiers. Elle a longtemps été le moteur du monde qu'elle a dominé d'abord et endoctriné ensuite. L'Europe constitue une réussite phénoménale dans l'histoire. Il est très remarquable, en effet, que cet espace réduit et peu peuplé, resserré entre l'Asie et l'Afrique et abusivement nommé continent, ait obtenu d'imposer son pouvoir et de le maintenir intact pendant des siècles. Cela n'a été possible que par l'emploi de tous les moyens de persuasion dont le moindre ne fut pas la force. Les raisons ou les prétextes justifiant la manière forte furent généralement tirés de l'axiome établissant dans tous les domaines la supériorité du blanc européen, axiome émis par le blanc européen lui-même. Mais dans ce bas monde rien ne subsiste éternellement.

Nous observons depuis un certain temps l'effondrement progressif de cette puissance. Le monde ne veut plus être régi par l'Europe et, dès la fin de la guerre, a commencé à regimber avec plus ou moins de vigueur. Nous assistons à l'effritement progressif de l'empire colonial européen. La caractéristique dominante de cette opération est l'absence totale de tout sentiment de gratitude des peuples que l'Europe a civilisés. Le bien-être, le progrès matériel et les valeurs morales et spirituelles acquis grâce à l'Europe sont méprisés. Ceux-là même des "Indigènes" qui osent louer les Européens de leur mission civilisatrice sont ordinairement considérés comme des traîtres ou, pour le moins, des défaits. Au surplus on voit s'affirmer de plus en plus le paradoxe suivant: ce sont précisément les Orientaux les plus occidentalisés, c'est-à-dire les plus coupés de leur propre tradition par le fait des Occidentaux, qui sont les pires ennemis de l'Occident dont ils appliquent les méthodes.

Depuis quelques mois, les derniers bastions qui défendent le prestige - ou l'illusion du prestige - de l'Europe dans le monde, sont soumis à un assaut impitoyable. La révolte est devenue virulente, comme nous le voyons en Algérie. Les anciennes puissances coloniales sont à bout de force, ou ont déjà cédé la plus grande partie de leurs empires d'outre-mer. D'un autre côté, l'esprit européen lui-même est patiemment et insidieusement attaqué dans ce qu'il a de meilleur à nos yeux par le communisme international qui le répudie.

Face au communisme, à la révolte anti-colonialiste et au danger atomique, la situation est donc grave et doit induire tout Européen à songer à l'avenir et à inventorier les éléments sur lesquels il faudra bien que nos enfants s'appuient s'ils veulent survivre comme Européens. Cette idée, aujourd'hui, préoccupe tous ceux qui réfléchissent. On le voit au nombre de livres, d'études, d'essais, de plans de toute nature qui sont rendus publics depuis quelques années et qui tendent au raffermissement de l'Europe. Le patrimoine européen est analysé, commenté, disséqué. Cependant

dans plus d'un secteur, l'esprit de recherche s'est substitué à celui de l'action et l'Européen politique est à l'image des bourgeois d'aujourd'hui qui presque tous préfèrent les antiquités au neuf, ce qui, au fond, est tout à fait logique dans une société et dans des temps comme les nôtres. Parmi ceux-là même qui ont consacré leur vie à chanter leur foi en notre civilisation, la désolation s'infiltré. Gonzague de Reynold, par exemple, vient d'écrire ces vers désespérés:

Non! je n'ai plus d'espoir en l'avenir du monde:
 L'Europe est un vaisseau qui s'enfonce sous l'onde
 et sur lui s'étendra le silence des mers.

Et pourtant, à condition que la guerre atomique, qui en dernier lieu conditionne tout, nous épargne, nous n'avons en tant qu'Européens pas le droit de laisser couler notre vaisseau sans tenter de le sauver. L'Europe a déjà subi bien des tempêtes dont elle est sortie. Nous-mêmes ne sommes-nous pas les descendants d'un mélange entre les autochtones et les envahisseurs d'origine asiatique? Les vertus européennes ne sont pas statiques. Pour vivre, il est nécessaire de les modifier. Il convient de chercher des formules qui tiennent compte des conceptions nouvelles que nous avons inconsciemment adoptées, peu à peu, et le plus souvent à notre insu. Actuellement, les recherches tendent principalement à la formation d'une union matérielle et technique. Il est peut-être dangereux de n'essayer de s'unir que par l'économie ou la finance, car - c'est du moins mon opinion - les valeurs essentielles de l'homme sont de nature spirituelle et c'est par l'esprit que la vraie jonction devra finalement s'opérer. Mais la préparation pratique d'un terrain favorable à l'entente spirituelle doit être considérée avec soulagement et c'est pourquoi on ne saurait rester indifférent devant les efforts d'intégration qui sont actuellement en train de se développer.

La Suisse, me semble-t-il, ne saurait se soustraire à ce grand travail commun. Nous sommes Européens de naissance et occidentaux de condition et aucune considération théorique ne peut amoindrir le puissant complexe de nos devoirs et de nos obligations à cet égard. Quant à nos droits, dans ce moment d'alarme, nous en avons très peu. Notre dogme national nous prescrit de ne pas intervenir dans les affaires d'autrui, et c'est fort bien, mais aujourd'hui, face aux problèmes de la survivance de l'Europe, autrui, notre prochain européen, c'est nous. Et que nous le voulions ou non, nous sommes bien obligés de l'aimer comme nous-mêmes. Pour cela, il nous faut éliminer une tendance à un certain égoïsme qu'une longue période de paix et de prospérité nous a imprimé. Car, bien qu'il soit désagréable de le constater, cette tendance existe et de l'étranger on la discerne plus facilement. Non pas que notre générosité à l'égard des malheureux ne soit pas méritoire et reconnue. Notre égoïsme a une autre nature. C'est plutôt une crainte latente d'avoir à souffrir et par conséquent une prise de distance à l'égard de ceux dont la fréquentation pourrait nous affecter. Si nous bannissons ce sentiment, nous pouvons, j'en suis sûr, contribuer utilement au redressement général. Et nous pouvons le faire sans manquer à notre neutralité qui a besoin

d'autres adjuvants que ceux des articles élogieux de la presse étrangère pour être véritable. J'ai assisté pendant dix ans aux conférences qui gravitaient autour de la Société des Nations d'abord, et de l'ONU ensuite. J'ai vu à quel point l'avis de la Suisse est écouté. Nous avons un rôle à jouer et quelle que soit l'issue du conflit actuel, nous ne pouvons demeurer passifs au coeur de l'Europe où nous vivons. C'est pourquoi l'élargissement de la politique de notre pays à l'égard de projets destinés à donner des normes nouvelles mais raisonnables à l'Europe et au monde doit être accueilli avec faveur et reconnaissance. Et, pour ma part, je souhaite que par des initiatives fermes et réfléchies, nous continuions à montrer que la Suisse qui, si souvent, est donnée en exemple dans le monde, n'a pas que des vertus définitivement stabilisées et enregistrées dans la morale de l'histoire, mais que dans la communauté internationale elle est un organe intact et actif qui ne demande qu'à fonctionner utilement pour le plus grand bien de tous.
